RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la culture et de la communication

Décret n°

du

fixant l'échelonnement indiciaire applicable au corps des chefs de travaux d'art

NOR : [...]

Publics concernés : fonctionnaires relevant au corps des chefs de travaux d'art.

Objet : échelonnement indiciaire applicable aux membres du corps des chefs de travaux d'art et mise en œuvre du protocole relatif au parcours professionnels, carrières et rémunérations et à l'avenir de la fonction publique.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2017.

Notice: le présent décret a pour objet d'une part, de fixer le nouvel échelonnement indiciaire applicable aux chefs de travaux d'art issu de la création d'un second grade du corps et, d'autre part, procède à la mise en œuvre, au bénéfice des fonctionnaires relevant du corps des chefs de travaux d'art, des dispositions du protocole relatif aux parcours professionnels, carrières et rémunérations et à l'avenir de la fonction publique.

A compter du 1er janvier 2017, le présent projet revalorise la grille indiciaire de ce corps, selon le calendrier et les modalités définis dans le protocole.

Références: le présent décret peut être consulté sur le site Légifrance (http://www.legifrance.gouv.fr).

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de culture et de la communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016, notamment son article 48 ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 modifié portant classement hiérarchique des grades et emplois civils et militaires de l'État relevant du régime général des retraites ;

Vu le décret $n^{\circ}xxx$ du xxxxxxxx portant statut particulier du corps des chefs de travaux d'art ;

Vu l'avis du comité technique ministériel du ministère de la culture et de la communication en date du xxxxxxxxx,

Décrète :

Article 1er

L'échelonnement indiciaire applicable au corps des chefs de travaux d'art régi par le décret du xxxx susvisé est fixé comme suit :

Grade et échelons	Indices bruts à compter du 1 ^{er} janvier 2017	Indices bruts à compter du 1 ^{er} janvier 2018	Indices bruts à compter du 1 ^{er} janvier 2019	Indices bruts à compter du 1 ^{er} janvier 2020
Chef de travaux d'art principal				
10e échelon	-			1015
9e échelon	979	985	995	995
8e échelon	929	935	946	946
7e échelon	879	885	896	896
6e échelon	830	836	843	843
5e échelon	778	783	791	791
4e échelon	725	732	732	732
3e échelon	672	679	693	693
2e échelon	626	633	639	639
1er échelon	579	585	593	593
Chef de travaux d'art				
11 ^e échelon	810	816	821	821
10e échelon	772	778	778	778
9e échelon	712	718	732	732
8e échelon	672	679	693	693
7e échelon	635	642	653	653
6e échelon	600	607	611	611
5e échelon	561	567	567	567
4e échelon	518	525	525	525
3e échelon	483	490	499	499
2e échelon	457	462	469	469
1er échelon	434	441	444	444

Article 2

L'arrêté du 3 juin 1992 fixant l'échelonnement indiciaire des corps de techniciens d'art et des chefs de travaux d'art est abrogé.

Article 3

Les dispositions du présent décret entrent en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2017.

Article 4

Le ministre de l'économie et des finances, la ministre de la culture et de la communication, la ministre de la fonction publique et le secrétaire d'État chargé du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le . Par le Premier ministre :

La ministre de la culture et de la communication,

Audrey AZOULAY

Le ministre de l'économie et des finances,

Michel SAPIN

La ministre de la fonction publique,

Annick GIRARDIN

Le secrétaire d'État chargé du budget,

Christian ECKERT

